

LES AGENTS SUR LE « QUI VIVE »

Page 1

EDITO

Page 2

fusion DRIRE-DIREN

Page 3

**TVA sociale
Inspecteurs du Trésor
information des
futurs retraités**

Page 4

**ELECTIONS
4 DECEMBRE 2007
Compétence,
efficacité,
solidarité**



BERCYlien

**Directeur de la
Publication**

Marie-Thérèse RIGLET

Comité de rédaction

Daniel ROUZY

Christian CHAMOREAU

Gérard LANG

DRIRE-Ecoles

Albert AMBOISE

Patrick CROSNIER

22800 suppressions d'emplois, dont **2870** pour notre ministère (2625 au Budget et 205 à l'Economie), sont annoncées pour l'année 2008.

« Lorsque l'on supprime 22800 postes dans la Fonction publique et que cela fait six ans qu'il n'y a pas d'accord salarial, on est dans une démarche de rigueur » déclare François CHEREQUE, secrétaire général de la CFDT.

La CFDT n'a pas de tabous sur le nombre de fonctionnaires mais l'affichage de suppressions d'emplois ne peut se confondre avec la modernisation de l'Etat ; on ne peut avoir une réforme au niveau comptable sans avoir un débat sur l'avenir de l'Etat et de la Fonction publique.

Le cycle des conférences Fonctions publiques a débuté. Pas moins d'une trentaine de réunions sont déjà programmées jusqu'à la fin de l'année 2007. Les réunions d'ouverture des conférences sur les valeurs et les missions de la F.P. ainsi que sur le pouvoir d'achat, ont été l'objet de discours convenus de la part du premier ministre et de ses collègues Eric WOERTH et André SANTINI .

Quand le premier Ministre ose annoncer une réforme de l'Etat assimilée à « moins d'Etat » et affirmer faire preuve de courage, pour la CFDT, ne lui en déplaise, le courage en matière de réforme de l'Etat, ce n'est pas « moins d'Etat », mais « MIEUX D'ETAT ».

Comment devons nous comprendre :

Moins de services ? Lesquels seraient supprimés ou réduits ?

Moins de personnels, moins de présence de l'Etat sur le territoire ! De quels territoires est-il question ?

De tels propos obèrent très sérieusement la volonté de dialogue affichée par le Chef du gouvernement.

La CFDT veut un réel débat permettant un vrai choix de service public de qualité, au service du public, et sur l'ensemble du territoire.

Si les chantiers ouverts par le chef de l'Etat sont utiles (le financement de la protection sociale, le service public de l'emploi et la réforme de l'Etat), nous sommes en droit de nous interroger sur la méthode choisie et les délais très courts proposés pour mener à bien toutes ces réformes.

► **La CFDT veut une Fonction Publique moderne, efficiente et attractive ;**

► **La CFDT la veut servie par une politique de l'emploi public** responsable et digne qui respecte l'adéquation entre missions et moyens quel que soit le territoire concerné ;

► **La CFDT la veut soutenue par un débat public** qui permette d'en repenser en profondeur les missions ;

► **La CFDT la veut affranchie de toute considération liée au seul souci d'économie budgétaire;**

► **La CFDT veut une transformation en profondeur des relations sociales au sein des fonctions publiques** et souhaite voir offrir à tous les personnels - fonctionnaires ou agents contractuels de droit public ou de droit privé - de nouvelles garanties qui rendent les parcours professionnels plus attractifs et plus sûrs.

La conférence sur le thème de la rénovation du dialogue social vient de s'ouvrir. C'est un enjeu majeur auquel nous sommes attachés. Les règles du dialogue social telles que nous les connaissons et que nous les pratiquons ont vécu.

La CFDT y défendra la réforme de la représentativité et la réforme des lieux et des champs de dialogue.

La CFDT y défendra son objectif prioritaire : donner à l'engagement contractuel et à l'accord majoritaire la place et la légitimité qui doivent lui revenir.

BRÈVES

Le taux de pauvreté en France passe de 11,7% à 12,1%. Que faire et comment faire pour que la réduction de la pauvreté devienne un objectif commun ? Comment élaborer une démarche concertée entre ceux qui détiennent les clés de la lutte contre la pauvreté (partenaires sociaux, collectivités territoriales, acteurs économiques, associations...)?

Protection sociale complémentaire des Fonctionnaires : le décret pris en application de la loi de Modernisation de la Fonction Publique du 2 février 2007 est paru au JO le 21 septembre 2007 ; Les organisations syndicales et la Mutualité Fonction Publique demeurent vigilantes sur l'application de ce décret, notamment en ayant un regard sur la nature des opérateurs ainsi que sur les garanties et le niveau de l'aide, en vue d'assurer une solidarité exigeante pour tous les agents de la Fonction Publique.

CDAS de Paris

Le 11 octobre 2007, l'ensemble des membres du CDAS, administration et organisations syndicales ont reconduit **ODILE OSTERMANN**, DÉLÉGUÉE DÉPARTEMENTALE DE L'ACTION SOCIALE À PARIS POUR UN MANDAT DE 5 ANS.

LA FUSION DRIRE-DIREN RELANÇÉE PAR LA CRÉATION DU MEDAD

Le 18 juillet, Jean Louis BORLOO a reçu la CFDT et a **confirmé la mise en œuvre rapide de la construction du MEDAD initiée par Alain JUPPE.**

Lors de la première réunion de concertation avec les organisations syndicales, le 26 juillet 2007, 6 groupes de travail ont été définis et qui devaient se tenir dès le début du mois de septembre, portant sur les thèmes suivants : compétences, carrières, conditions matérielles, dialogue social, action sociale et enfin, suite à la demande expresse de la CFDT, sur les missions.

Après que se soient tenues les réunions des Directeurs d'administration centrale et des Directeurs régionaux, une seconde réunion organisée le 26 septembre, avec les organisations syndicales, n'a guère clarifié la situation.

L'administration veut aller vite mais les objectifs de la réorganisation semblent conditionnés au grenelle de l'environnement.

Les **directions « fonctions support »** de l'administration centrale seront rapidement créées mais la réorganisation des **directions dites « opérationnelles »** est plus complexe. S'agissant de la fusion DRIRE-DIREN, les 5 directions expérimentales devraient être confirmées au 1^{er} janvier 2008 ; mais l'extension de la fusion aux DRE-DDE complique le dossier, d'autant que les interactions avec les fusions DDE-DDA impliquent un autre ministère.

La CFDT sera présente et très attentive dans les groupes de travail auxquels elle participera. Son premier objectif est de défendre les intérêts des agents.

Il convient de souligner que les thèmes des GT retenus, sont les mêmes que ceux qui avaient été déjà proposés par la CFDT, dans le cadre de la fusion DRIRE-DIREN.

La concertation n'a pu être menée à son terme, en raison du boycott systématique de toutes les autres organisations syndicales.

Beaucoup de temps perdu et des garanties qui se sont envolées.

L'administration poursuit le processus de fusion DRIRE-DIREN, mais il est certain que les agents, dans ce nouveau contexte, auront plus à y perdre.

MINEFE ou MEDAD ?

La création du MEDAD impacte fortement les directions de l'ex ministère de l'Industrie. La DGEMP est déjà partie au MEDAD, quant aux DRIRE, Jean Louis BORLOO considère que, 80% de leur activité relevant du MEDAD, elles sont donc chez lui.

Le MINEFE n'a pas affirmé fermement, comme par le passé, sa volonté de conserver les DRIRE.

La CFDT qui n'a pas de pouvoir décisionnel sur le découpage gouvernemental, œuvrera pour que les avancées obtenues par les agents de l'ex ministère de l'industrie, lors de leur intégration au MINEFI, soient conservées et étendues aux autres composantes du MEDAD.

Pour aller encore plus loin... Aujourd'hui, j'adhère !

ADHÉRER À LA CFDT, C'EST :

Être informé, conseillé, défendu !

▶ C'est le choix d'un syndicat utile aux salarié(es).

Avoir la parole, participer et agir !

▶ C'est le choix d'un syndicat proche des salarié(es) !

Privilégier le dialogue, la négociation, le résultat !

▶ C'est le choix d'un syndicat efficace.

Lutter pour l'emploi, le pouvoir d'achat et de meilleures conditions de vie et de travail !

▶ C'est le choix d'un syndicalisme ambitieux qui profite à chacun.

JE CONTACTE LE SYNDICAT CFDT

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi
Bâtiment Necker – Télédoc 704

120, rue de Bercy – 75572 PARIS CEDEX 12

Mél. : syndicat-cfdt-centrale@syndicats.finances.gouv.fr

JE CONSULTE LES SITES INTERNET

www.cfdt-centrale-finances.org

www.cfdt-finances.fr

www.cfdt.fr

TVA SOCIALE DES BILANS CONTRADICTOIRES

Christine LAGARDE et Eric BESSON, ont remis récemment, chacun, leur rapport sur la TVA sociale. La Ministre y est plutôt défavorable ; elle identifie surtout les risques, « du moins à court terme » sur la consommation et la croissance que provoquerait la mise en place de la TVA sociale.

Eric BESSON estime pour sa part, que la TVA sociale serait « favorable à la compétitivité de l'économie française », en reconnaissant que ses effets sur l'emploi dépendraient du choix et du ciblage des allègements de charges.

Résultat de ces bilans contradictoires, le Premier ministre botte en touche. Il transmet le dossier au Conseil économique et social (CES). En effet, la TVA sociale concerne le coût du travail et le financement de la protection sociale.

La CFDT qui siège au CES prendra part dans le débat sur la TVA sociale, mais dès à présent, la Confédération a prévenu : « il est hors de question que la TVA, un impôt sur la consommation, participe au financement des retraites ou de l'assurance chômage qui doivent rester alimentées par les cotisations ».

La CFDT n'est pas hostile à l'idée de basculer une fraction des cotisations patronales maladie et famille vers des impôts, à condition qu'il ne s'agisse pas d'impôts qui pénalisent les plus faibles, comme la TVA, et qu'ils soient bien affectés au financement de la protection sociale.

La CFDT appelle de ses vœux, une plus grande justice entre les citoyens.

INSPECTEURS DU TRÉSOR (D'ADMINISTRATION CENTRALE) : l'intégration dans le corps des attachés enfin possible !

La DPAEP a accepté, à la demande persistante de la CFDT, d'ouvrir aux inspecteurs du Trésor public (agents de Centrale promus en A sur liste d'aptitude), la possibilité d'intégrer le corps des attachés d'administration, jusque là fermé aux recrutements hors concours aux IRA. Un courrier a été envoyé aux intéressés.

Cette possibilité doit être saisie par ceux qui souhaitent progresser encore dans leur carrière soit en présentant l'examen professionnel du principalat, soit par la liste d'aptitude.

En effet, dans le corps des inspecteurs, les seules possibilités de promotion sur liste d'aptitude sont quasiment nulles pour les agents de centrale (3%) dans un contexte de réduction d'effectifs alors que près de 40 % des attachés sont des attachés principaux. De plus, les nouvelles dispositions statutaires régissant le corps des attachés, en supprimant le verrou du 9^{ème} échelon pour présenter l'examen du principalat, ouvrent de réelles perspectives de promotion.

Pour la CFDT, tous les agents de centrale nommés au choix en catégorie A ont les mêmes qualités de cadres. Inspecteurs ou attachés, tous ont vocation à dérouler leur carrière de manière identique car ils sont culturellement et professionnellement d'administration centrale.

L'INFORMATION DES FUTURS RETRAITÉS SE MET EN PLACE :

Cette mesure est contenue dans la loi de 2003, loi « Fillon » relative à la réforme des retraites.

Le dispositif permettant de garantir une information fiable aux futurs retraités de la Fonction publique de l'Etat, prévoit 2 documents :

le relevé de situation individuelle (RSI) ; c'est un relevé de carrière, tous régimes confondus (activités public et privé). Chaque agent sera destinataire de ce document tous les 5 ans, de 35 à 55 ans.

l'estimation indicative individuelle globale (EIG) ; c'est un relevé de carrière enrichi par la durée d'assurance totale. Il estime les droits à la retraite. Il est délivré à partir de l'âge de 55 ans, puis à 60 ans.

Ces deux documents sont actualisés au 31 décembre de chaque année.

Le 4 décembre 2007 élections en CAP et CCP

Lors de ce scrutin, vous élirez vos représentants aux :

- ♦ CAP (commission administrative paritaire)
- ♦ CCP (commission consultative paritaire)

Le résultat de ces élections déterminera la représentativité de chaque organisation syndicale et l'attribution du nombre de sièges aux :

- ♦ Comités techniques paritaires
- ♦ Comités Hygiène et Sécurité
- ♦ Instances de l'action sociale

Compétence, efficacité, solidarité

La CFDT pratique un syndicalisme de proposition, de négociation et d'engagement.

La CFDT n'hésite pas à signer des accords qui améliorent la situation individuelle et collective des agents des Finances.

Pour vous représenter et vous défendre

Le 4 décembre

Votez CFDT

